

Le Programme de développement pour l'après-2015 pousse les pays à accélérer les progrès dans de nombreux secteurs à la fois. Il n'existe pas de solution miracle pour y parvenir mais, dans certains cas, la pyramide des âges présente une opportunité supplémentaire d'accélérer la croissance économique — à condition que les investissements nécessaires soient réalisés en temps voulu.

De nombreux pays en développement, notamment en Afrique et en Asie, bénéficient aujourd'hui de cet avantage. Ils ont en effet récemment connu une baisse de leur taux de fécondité et comptent désormais une forte proportion de jeunes et d'actifs au sein de leur population, ce qui a permis de multiplier le produit intérieur brut (PIB) par habitant par sept en Asie et par deux en Amérique latine.

De nombreuses jeunes économies africaines et asiatiques ont désormais la possibilité d'accélérer leur développement et leur transformation, à condition de former et d'autonomiser rapidement les populations jeunes et en âge de travailler et de leur offrir les moyens de trouver un emploi.

En cas de réussite, cette génération importante disposera, en vieillissant, d'une épargne et de richesses plus conséquentes lui permettant de se protéger et d'investir dans la génération suivante. Ce phénomène est parfois dénommé le deuxième dividende.

En quoi le dividende démographique favorise-t-il le développement durable ?

Le programme de développement pour l'après-2015 sera mis en œuvre dans un contexte de bouleversement démographique qui coïncide avec l'émergence d'aspirations ambitieuses dans les domaines de la santé, de la sécurité et de la justice pour les générations actuelles et futures.

Le dividende démographique ne peut être obtenu que si les pays investissent en faveur de l'autonomisation, de la formation et de l'emploi des jeunes et adoptent des politiques macroéconomiques relatives à l'emploi qui garantissent la sécurité de l'emploi et la bonne gouvernance.

À l'heure actuelle, de nombreux pays sont près d'y parvenir, grâce à une importante population jeune et en âge de travailler. Il leur faudra toutefois redoubler d'efforts pour réussir, en renforçant l'autonomisation des filles et des femmes, en garantissant une éducation de qualité pour tous qui soit adaptée aux nouvelles opportunités économiques, et en développant la sécurité de l'emploi.

Pourquoi une gouvernance mondiale ?

Pour tirer pleinement parti du dividende démographique, il est essentiel de prendre en compte le facteur temps, de s'appuyer sur une vision et une gouvernance qui dépassent les frontières nationales, et de dynamiser les actions conjointes des gouvernements, des donateurs et du secteur privé.

Crédits photographiques

Couverture : © Corbis; Panneaux crossover : © UNFPA/Jean-Baptiste Lopez
A l'intérieur de gauche à droite : © UNFPA/Leslie Searles; © UN Photo/Pasqual Gorriz;
© Mark Tuschman/Global Fund for Women



Fonds des Nations Unies pour la population
605 Third Avenue
New York, NY 10158
www.unfpa.org

Un grand merci au conseil de l'agenda mondial pour le dividende démographique du forum économique mondial : <http://www.weforum.org/content/gac-demographic-dividend-2014-2016>

Le dividende démographique peut accélérer la croissance économique et favoriser le développement national



UNFPA

Réaliser un monde où
chaque grossesse est désirée
chaque accouchement est
sans danger et le potentiel de
chaque jeune est accompli

Le dividende démographique : fenêtre d'opportunité

Le dividende démographique se définit comme l'avantage économique tiré d'une proportion relativement importante de personnes en âge de travailler au sein de la population, qui bénéficient d'investissements en faveur de leur autonomisation, de leur formation et de l'emploi.



Comment tirer parti du dividende démographique ?

Autonomiser, former et employer la population grâce à l'action publique et à l'investissement privé

Pourquoi l'action publique ?

Tous les pays doivent **autonomiser, former et employer** les jeunes et les personnes en âge de travailler afin d'engendrer un dividende démographique. De même, les actions publiques favorisant une baisse volontaire de la fécondité sont une condition sine qua non à l'obtention de ce dividende.

L'action publique permet de garantir les droits et libertés, les services et informations nécessaires au développement, une couverture universelle et de qualité en matière d'enseignement et de santé et le climat politique nécessaire à l'investissement privé.

De plus, l'augmentation du nombre d'emplois publics dans la santé et l'éducation peut avoir un effet multiplicateur sur le dividende démographique, en favorisant l'emploi formel et en mettant à disposition les professionnels nécessaires à la couverture universelle en matière d'éducation et de santé.

Pourquoi impliquer le secteur privé ?

Le secteur privé fournit 90 % des emplois dans les pays en développement et les meilleures perspectives en matière de plein **emploi** et d'emploi formel (une des clés de l'accroissement du PIB par habitant).

Les partenaires du secteur privé peuvent aider à anticiper les besoins en main-d'œuvre, à identifier les lacunes en matière de qualification et à dispenser la formation technique et professionnelle, initiale et continue requise pour veiller à ce que les enseignements dispensés s'inscrivent dans le contexte de croissance économique.

Le secteur privé, en partenariat avec le gouvernement et la société civile, peut permettre de mieux appréhender les freins actuels à la croissance de l'emploi et contribuer à développer les infrastructures essentielles et à réformer les politiques.



Autonomiser

L'un des fondements du dividende démographique consiste à s'assurer que toutes les personnes disposent des libertés et droits essentiels au contrôle de leur vie, à la poursuite de leurs études, à leur entrée sur le marché du travail et à l'acquisition de richesses. En améliorant les opportunités pour l'ensemble de la population, l'on contribue à la croissance économique de ménages, de communautés et de nations tout entières.

Cela concerne en particulier les droits en matière de reproduction : tous les jeunes, surtout les filles, doivent être protégés contre les mariages forcés et être libres de choisir le nombre d'enfants et l'espacement des naissances qui leur conviennent. Les familles doivent être en mesure de concilier vie professionnelle et vie familiale et d'assurer leur propre santé et le bien-être de leurs enfants.

L'autonomisation des femmes est particulièrement importante pour parvenir à un dividende démographique, notamment dans les pays où les taux de natalité restent élevés. Les femmes protégées contre les grossesses non désirées jouissent d'une meilleure santé de même que leurs enfants, mais sont également plus susceptibles de devenir des acteurs économiques à part entière et ainsi de favoriser le développement.



Former

Le dividende démographique dépend des personnes générant et tirant profit des nouvelles opportunités économiques et des nouvelles économies axées sur l'information. Les politiques nationales qui garantissent un accès permanent à la formation (universelle et de qualité) sont essentielles pour doter la population active du savoir-faire et de l'expertise nécessaires pour travailler de manière productive.

Les pays devront mettre en place une éducation de qualité, incluant une formation secondaire et technique, afin de s'assurer que les travailleurs acquièrent le savoir-faire et l'expertise permettant de travailler de façon productive dans l'économie du XXI^e siècle. Les politiques publiques sont essentielles, tant pour le niveau et la qualité de la formation que pour la préparation de la main-d'œuvre locale, mais l'apprentissage et la formation par la pratique dans le secteur privé peuvent aussi assurer l'adéquation entre les capacités et les emplois futurs.



Employer

Le dividende démographique ne peut être atteint que si les compétences acquises se traduisent par une activité productive. Le climat politique doit être favorable à l'investissement industriel et commercial et encourager la croissance de l'emploi formel et de l'entrepreneuriat en adaptant les partenariats aux opportunités propres à chaque pays.

Le commerce et l'entrepreneuriat doivent bénéficier d'un climat réglementaire et fiscal fiable, d'un accès au financement, d'infrastructures adaptées et de l'existence d'une main-d'œuvre qualifiée. Près de la moitié des sociétés interrogées par le Groupe de la Banque mondiale ont cité le mauvais climat d'investissement comme premier obstacle à la conduite d'activités dans les pays en développement. Ils ont souligné le besoin crucial d'une alimentation électrique suffisante et d'ouvriers qualifiés.

Les secteurs public et privé doivent promouvoir conjointement les activités génératrices d'emploi correspondant aux compétences et ressources de chaque pays, avec une planification et des partenariats à long terme pour le développement de formations et d'activités hautement qualifiées.

